



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 20
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Actualisation des autorisations spéciales d'absence

Ressources humaines

Monsieur le Président expose qu'une délibération relative aux autorisations spéciales d'absence a été adoptée le 18 mars 1999 et nécessite une actualisation, définissant les droits et obligations des agents de l'établissement, dans le respect de la réglementation.

Les autorisations spéciales d'absence (ASA) permettent à l'agent de s'absenter de son service alors qu'il aurait dû exercer ses fonctions, lorsque les circonstances le justifient. Ce congé exceptionnel est octroyé pour différents motifs : familial, syndical, médical...

Le principe des autorisations spéciales d'absence est défini par l'article 59 de la loi du 26 janvier 1984 :

- Le temps passé en autorisations spéciales d'absence est considéré comme service accompli (notamment en matière d'avancement, rémunération...) et est assimilé à du temps de travail effectif pour la détermination des droits à congé annuel (*article L226-1 du code du travail*) ;
- Les autorisations d'absence ne constituent pas un droit, elles sont facultatives. Elles doivent faire l'objet d'une demande auprès du responsable de service, qui accorde cette demande en fonction des nécessités de service. La validation de ces journées se fera, après contrôle de la direction des ressources humaines, par le Président, sur présentation de justificatifs ;
- Les agents ne peuvent bénéficier des autorisations que pour les jours où ils travaillent et pendant leurs heures de service. Elles ne sont pas récupérables lorsqu'elles ont lieu pendant les congés de l'agent ;
- Les autorisations d'absences ne sont pas récupérables ou reportables par l'agent, si celui-ci ne les a pas utilisées en temps et en heure ;
- Les agents à temps partiel ont droit aux mêmes autorisations que les agents à temps plein au prorata de leur temps travaillé.

Ces autorisations d'absences peuvent être accordées aux agents titulaires ou stagiaires et les agents contractuels ayant plus de 6 mois d'ancienneté en service continu. Pour les agents contractuels de moins de 6 mois et les emplois aidés, les dispositions du code du travail s'appliquent. Par ailleurs, ces autorisations doivent impérativement être planifiées autour de l'évènement.

La durée maximale de chaque autorisation varie selon le type d'absence. On distingue les autorisations d'absence accordées de droit et les autorisations d'absence discrétionnaires.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 27 septembre 2024 ;

Considérant qu'il convient de réadapter ou de définir les autorisations d'absence dont pourra bénéficier le personnel de l'établissement ;

Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de fixer le nombre de jours pour chaque autorisation d'absence ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DECIDE

- D'actualiser le régime des autorisations spéciales d'absence tel qu'il figure dans le tableau présenté ci-après ;

Agents concernés : Fonctionnaires et Contractuels avec une ancienneté de 6 mois minimum consécutifs.

1- LES AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE QUI S'IMPOSENT À L'AUTORITÉ TERRITORIALE				
1-1 A l'occasion de certains événements familiaux				
OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir	RÉFÉRENCES
<u>Naissance ou adoption</u>	3 jours pris dans les quinze jours qui suivent l'événement	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative	Extrait d'acte de naissance Décision de placement	Code du travail, article L. 3142-1
<u>Garde d'enfant malade</u>	Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie de par son emploi d'aucune autorisation d'absence	- Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés) - Autorisation accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants - Autorisation accordée à l'un ou l'autre des conjoints (ou concubins)	Certificat médical	Circulaire n° 1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde
1-2 LIÉES À DES MOTIFS PROFESSIONNELS				
OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir	RÉFÉRENCES
Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents.	Durée de la visite		Convocation	Décret n° 85-603 du 10 juin 1985, article 23
Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes	Durée des examens			
1-3 LIÉES À DES MOTIFS CIVIQUES				
OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir	
Juré d'assises	Durée de la session	- Maintien de la rémunération. - Sans tenir compte des nécessités de service.	Convocation	Code de Proc. Pén. art. 266-288 R139 à R140 - Bercy-Colloc 14/04/2011

Témoïn devant le juge pénal	Durée de la session	Sans tenir compte des nécessités de service.	- Citation à comparaître ou convocation	QE n°75096 du 05.04.2011 (JO AN)
Formation initiale des agents sapeurs-pompiers volontaires	30 jours au moins répartis au cours des 3 premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année	- Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service. - Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS.	Convocation	Loi n° 96-370 du 3 mai 1996 Circulaire NOR/PRMX9903519C du 19 avril 1999
Formations de perfectionnement des agents sapeurs-pompiers volontaires	5 jours au moins par an	- Information de l'autorité territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance sur les dates et la durée des actions de formation.	Convocation	
Interventions des agents sapeurs-pompiers volontaires	Durée des interventions	- Établissement recommandé de convention entre l'autorité territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence.	Convocation	
Membres des commissions d'agrément pour l'adoption	Durée de la réunion	- Sans tenir compte des nécessités de service	Convocation	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 art. 59-4
1-4 LIÉES À LA MATERNITÉ				
OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir	RÉFÉRENCES
Actes médicaux nécessaires à la Procréation Médicalement assistée (PMA)	Durée de l'examen + délai de route suivant le lieu de RDV	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative	Certificat médical	Circulaire RDFF1708829c du 24 mars 2017
Accompagnement processus PMA pour le ou la conjoint-e : Examens médicaux nécessaires à la procréation médicalement assistée (PMA)	Durée de l'examen Maximum 3 examens			Circulaire RDFF1708829c du 24 mars 2017
Aménagement des horaires de travail de l'agent (pendant la grossesse)	Dans la limite maximale d'une heure par jour, non récupérables	- A partir du 3ème mois de grossesse - Sous réserves des nécessités des horaires du service.	Sur demande de l'agent et sur avis du médecin	Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996 QE n° 69516 du 19.10.2010
Séances préparatoires à l'accouchement	Durée des séances	Sans tenir compte des nécessités de service.	Sur présentation justificatif et sur avis du médecin traitant	Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996
Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal	Durée de l'examen	Sans tenir compte des nécessités de service.	Certificat médical	

Allaitement	Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois	Sous réserve des nécessités de service.	- Accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant.	Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996 QE n°69516 du 19 octobre 2010
2- LES AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE LAISSÉES A L'APPRÉCIATION DE L'AUTORITÉ TERRITORIALE				
OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir	RÉFÉRENCES
<u>Mariage – PACS</u> de l'agent d'un enfant d'un ascendant, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	5 jours ouvrables 2 jours ouvrables 1 jour ouvrable	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative	Extrait d'acte d'état civil	Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, article 595°
<u>Décès/obsèques</u> du conjoint (ou concubin ou pacsé) d'un enfant du père, de la mère du gendre, de la belle-fille des ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur, petit-fils, petite fille, grands-parents	5 jours ouvrables 5 jours ouvrables 5 jours ouvrables 3 jours ouvrables 2 jours ouvrables	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale	Extrait d'acte civil ou certificat médical	Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, article 595°
<u>Maladie très grave</u> du conjoint (ou concubin ou pacsé) d'un enfant, ou petits-enfants du père, de la mère les autres ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	5 jours ouvrables 5 jours ouvrables 5 jours ouvrables 2 jours ouvrables	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale	Sur avis médical	Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, article 595°

Délibération n°2024/CC05/20

- Un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller et retour est laissé à l'appréciation du chef de service (réponse ministérielle n°44068 JO AN Q du 14 avril 2000) : concours et examen, décès, maladie grave
- Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours d'autorisations d'absence pour garde d'enfant susceptible d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant à temps plein, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé ; soit pour un agent travaillant 3 jours sur 5 : $5 + 1 \times 3/5 = 3,6$ jours (possibilité d'arrondir à 4 jours).
- Les autorisations d'absence Mariage, Pacs, Décès/Obsèques et maladie très grave, concerne à la fois l'agent mais également les proches du conjoint concubin ou pacsé.

2-2 LIÉES À DES ÉVÉNEMENTS DE LA VIE COURANTE SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ACCORDÉES				
RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir
Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Décret n° 85-1076 du 9 Octobre 1985	Concours et examens professionnels de la Territoriale	Le(s) jours(s) des épreuves et un jour la veille des épreuves	- Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale	Convocation
J.O. AN (Q) n° 50 du 18 décembre 1989 Article D1221-2 du Code de la santé publique	Don du sang	Durée de la séance	Maintien de la rémunération	Attestation de don au retour
	Rentrée scolaire	Facilités d'horaires jusqu'à l'heure d'entrée en classe	Sous réserve des nécessités de service et dans la limite d'une heure	
	Déménagement du fonctionnaire	1 jour		Toutes pièces
2-3 LIÉES À DES MOTIFS CIVIQUES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ACCORDÉES				
RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS	Justificatif à fournir
Circulaire n° 1913 du 17 octobre 1997	Représentant de parents d'élèves aux conseils d'école, d'administration, de classe et commissions permanentes des lycées et collèges. Commission spéciale pour l'organisation des élections aux conseils d'école.	Durée de la réunion		Convocation
Circulaire NOR/INT/B/9200308C du 17 novembre 1992	Assesseur délégué de liste / élections prud'homales	Jour du scrutin		Toutes pièces
Circulaire FP n° 1530 du 23 septembre 1983	Assesseur - délégué / élections aux organismes de Sécurité Sociale	Jour du scrutin		Toutes pièces

- Les autorisations pour absences syndicales seront abordées dans une étude séparée

RÈGLES D'APPLICATION

RÈGLES	OBSERVATIONS
Les journées d'autorisation d'absence sont non fractionnables.	Le nombre d'heures effectuées par le fonctionnaire est sans influence.
Les journées d'autorisation d'absence sont accordées les jour(s) précédent(s) ou les jours suivant(s) l'évènement.	
Le forfait de journées d'autorisation d'absence comprend le jour de l'évènement.	Les jours de repos hebdomadaire et les jours fériés non travaillés ne sont pas compris, même si l'évènement tombe un de ces jours.
Les journées d'autorisation d'absence sont des journées ouvrables.	Il importe peu que la collectivité soit ouverte du lundi au samedi ou du lundi au vendredi ou du lundi au dimanche. Il est nécessaire d'identifier les jours de repos hebdomadaires puisqu'ils ne donnent pas lieu à autorisation d'absence contrairement aux autres jours travaillés.
Les autorisations spéciales d'absence ne peuvent être reportées à une autre date. Elles ne peuvent être octroyées quand l'agent est en congés annuels, RTT ou congés maladie.	
Les autorisations spéciales d'absence génèrent une réduction des RTT	

AR Prefecture

017-241700699-20240924-2024CC05_20-DE
Reçu le 04/10/2024
Publié le 04/10/2024

Délibération n°2024/CC05/20

- De dire que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à la date de sa signature, publication et transmission en Préfecture, et au plus tôt le 1^{er} octobre 2024.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.